

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Commun à tous les lots

C.C.P valant cahier des charges administratif et technique

**Fourniture d'articles d'ateliers destinés à la maintenance des
sites du GHT de Martinique**

RELANCE EN APPEL D'OFFRES OUVERT

N° de consultation : DCE-2025-106-GVL

TABLE DES MATIERES

ARTICLE 1 – OBJET DU CONTRAT – DISPOSITIONS GENERALES	3
1.1. PREAMBULE	3
1.2. OBJET DU CONTRAT	4
1.3. BENEFICIAIRES DU CONTRAT	4
1.4. ALLOTISSEMENT	5
1.5. TYPE DE CONTRAT	8
1.6. DUREE DU CONTRAT	9
Article 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT	9
Article 3 – BONS DE COMMANDE	9
3.1. MODALITES D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE	10
3.2. MODALITES D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE	11
Article 4 – DELAIS D'EXECUTION	11
4.1. DELAIS APPLICABLES	11
4.2. PROLONGATION DES DELAIS	12
Article 5 – DESCRIPTION DES FOUNTURES DEMANDEES	12
5.1. LOTS N°1 A N°3 – ARTICLES DE PLOMBERIE	12
5.2. LOTS N°4 A N°6 – ARTICLES D'ELECTRICITE	13
Article 6 – CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION	13
6.1. DEVOIR DE CONSEIL	13
6.2. ECHANTILLONS	14
6.3. EMBALLAGES – COLISAGE – PALETTISATION - TRANSPORT	15
6.3.1. Emballages et conditionnement	15
6.3.2. Colisage	16
6.3.3. Palettisation	16
6.3.4. Transport et livraison	17
6.4. CORRESPONDANT TECHNIQUE – REFERENT DESIGNÉ	18
6.4.1. Personne désignée pour le suivi du marché	18
6.4.2. Remplacement des personnes désignées	18
Article 7 – CONFIDENTIALITE ET SECURITE	19
7.1. CONFIDENTIALITE	19
7.2. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	19
ARTICLE 8 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DE L'ENVIRONNEMENT	19
8.1. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE	19
8.2. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT	20

Article 9 – PRIX.....	20
9.1. CONTENU DES PRIX.....	20
9.2. VARIATION DES PRIX.....	21
9.3. CLAUSE DE REEXAMEN	21
Article 10 – REGLEMENT DES COMPTES.....	22
10.1. DELAI DE PAIEMENT	22
10.2. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	22
10.3. ACOMPTES ET REGLEMENT DES PRESTATIONS.....	23
Article 11 – PENALITES.....	24
11.1. PENALITES DE RETARD.....	24
11.2. AUTRES PENALITES	24
Article 12 – CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	24
12.1. OPERATIONS DE VERIFICATION	24
12.2. ADMISSION/REJET	24
12.3. REFACTION.....	25
12.4. GARANTIE	25
Article 13 - ASSURANCES	25
Article 14 – RESILIATION DU MARCHE.....	26
Article 15 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES.....	26
Article 16 – PROCEDURES DE RECOURS	26
Article 17 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS	27
Article 18 – ANNEXES AU CCP.....	27

ARTICLE 1 – OBJET DU CONTRAT – DISPOSITIONS GENERALES

1.1. PREAMBULE

Conformément à l'article L.6132-3 du Code de la Santé Publique, le CHU de Martinique (CHUM) a été désigné comme établissement support par la convention constitutive. Dès lors, il est notamment chargé d'assurer la fonction Achats pour le compte des établissements parties du groupement hospitalier de territoire (GHT) de Martinique.

A ce titre, le CHUM est seul compétent pour la passation et la signature de l'ensemble des marchés du GHT de Martinique.

Conformément à la convention constitutive du GHT de Martinique, le nombre de membres du GHT de Martinique pourra évoluer dans le temps.

L'article 1.3 du présent CCP fixe la liste à jour des établissements parties du GHT de Martinique.

Les compétences et responsabilités respectives de l'établissement support du GHT de Martinique et des établissements parties se répartissent comme suit :

	Etablissement support	Etablissements parties
Supervision de la phase de lancement de l'accord-cadre et accompagnement de sa mise en œuvre initiale par les titulaires dans les établissements bénéficiaires	X	
Passation, Signature/notification de l'accord-cadre et de ses avenants, Résiliation de l'accord-cadre	X	
Etablissement et Envoi des bons de commande		X
Gestion des procédures de révisions des prix des marchés	X	
Gestion des reconductions des marchés	X	
Délivrance du certificat de cession de créances	X	
Opérations de réception/admission des prestations objet du marché		X
Païement des prestations objet du marché auprès du titulaire		X
Gestion des pénalités		X
Gestion des procédures précontentieuses et contentieuses formées au titre de la procédure d'attribution, la passation des avenants, la reconduction et la résiliation des accords-cadres, l'ajustement et la révision des prix, des conditions générales d'exécution de l'accord-cadre	X Pénalités reporting	X pénalités d'exécution
Gestion des procédures précontentieuses et contentieuses formées en exécution des bons de commande		X

1.2. OBJET DU CONTRAT

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P) concernent un accord-cadre portant sur la fourniture d'articles d'ateliers destinés à la maintenance des différents sites du GHT de Martinique.

Les principales fournitures demandées sont décrites à l'article 5 ci-dessous ainsi qu'au Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U) de chaque lot (les BPU ne sont pas exhaustifs).

Le présent marché fait l'objet d'une relance de la consultation, sans modifications substantielles.

1.3. BENEFICIAIRES DU CONTRAT

Il est rappelé que le présent marché est conclu en Groupement Hospitalier.

Les établissements bénéficiaires des prestations objet de l'accord-cadre (ci-après désignés « établissements bénéficiaires ») sont les suivants :

Membres du GHT	
Adhérents au présent accord-cadre dès notification	Susceptibles d'adhérer à l'accord-cadre en cours d'exécution
<ul style="list-style-type: none"> - CHU de Martinique (CHUM) - CH Romain Blondet - CH du Marin 	<ul style="list-style-type: none"> - CH de Saint-Esprit (CHSE) - CH des Trois-Ilets - CH Ernest Wan Ajouhu (CHEWA) - CHI Lorrain Basse-Pointe - CH Nord-Caraïbes (CHNC) - EHPAD Marcel Hardy - EHPAD Les Madrépores

Le titulaire assure directement les prestations objet du marché auprès des établissements bénéficiaires.

Etant précisé que :

- A la notification de l'accord-cadre, seuls les membres indiqués dans la colonne « adhérents » seront engagés par le marché et pourront commander au titre de celui-ci,
- Les membres du GHT identifiés comme « susceptibles d'adhérer à l'accord-cadre » n'y sont pas intégrés lors de sa notification. Néanmoins, au cours de son exécution, ils pourront se rattacher au lot concerné en fonction de la survenance de leur besoin. Pour ce faire, le pouvoir adjudicateur appliquera la clause de réexamen prévue au présent CCP.
- Un fois intégré, le membre du GHT concerné bénéficiera des prix des conditions du présent contrat avec les spécificités qui y sont mentionnés. Si l'intégration du membre nécessite l'ajout de nouveaux besoins relevant de l'objet du contrat, il sera fait application de la clause de réexamen prévue au présent CCAP.

1.4. ALLOTISSEMENT

En application des articles L.2113-10 et R.2113-1 du Code de la Commande Publique, la consultation a été divisée en six (6) lots techniques et géographiques, tel qu'il suit :

N° du lot	Intitulé du lot	Périmètre géographique du lot	
		Adhérents au présent accord-cadre dès notification	Susceptibles d'adhérer à l'accord-cadre en cours d'exécution
1	Articles de plomberie – ZONE CENTRE	<ul style="list-style-type: none"> • Centre Hospitalier Universitaire de Martinique (CHUM) Les établissements hospitaliers concernés sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"> ○ Hôpital Pierre ZOBDA QUITMAN (PZQ) et ses bâtiments annexes (SAMU, IFSI, DSI, EFS, Chambre Mortuaire...) – Quartier La Meynard / Fort-de-France. ○ Maison de la Femme, de la Mère et de l'Enfant (MFME) – Quartier La Meynard / Fort-de-France. ○ Centre Emma VENTURA (CEV) – Avenue Condorcet / Fort-de-France. 	Nouvel adhérent au GHT

		<ul style="list-style-type: none"> ○ Hôpital Albert CLARAC (CLARAC) – Boulevard Pasteur / Fort-de-France ● Centre Hospitalier ROMAIN BLONDET (CH ROMAIN BLONDET) – Quartier Grosse Gouttière / Saint-Joseph. 	
2	Articles de plomberie – ZONE NORD	<ul style="list-style-type: none"> ● Centre Hospitalier Universitaire de Martinique (CHUM) L'établissement hospitalier concerné est le suivant : <ul style="list-style-type: none"> ○ Centre Hospitalier Louis Domergue (CHLD) – Rue Jean Eugène Fatier /Trinité. 	<ul style="list-style-type: none"> ● Centre Hospitalier NORD-CARAÏBE (CHNC) Les établissements hospitaliers concernés sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"> ○ Hôpital du Carbet – Quartier Lajus / Carbet. ○ Hôpital de Saint-Pierre – rue Général de Gaulle / Saint-Pierre. ○ EHPAD du Prêcheur – Quartier Préville / Le Prêcheur. ● Centre Hospitalier Intercommunal LORRAIN BASSE POINTE (CHI LORRAIN BASSE POINTE) – Quartier Vallon / Le Lorrain ● EHPAD Marcel Hardy – Quartier Pointe Lynch / Le Robert ● Nouvel adhérent au GHT
3	Articles de plomberie – ZONE SUD	<ul style="list-style-type: none"> ● Centre Hospitalier DU MARIN (CH MARIN) – Boulevard Allègre / Le Marin. 	<ul style="list-style-type: none"> ● Centre Hospitalier de SAINT-ESPRIT (CHSE) – Route de petit Bourg / Saint-Esprit. ● Centre Hospitalier ERNEST WAN AJOUHU (CHEWA) – Pointe Courchet / Le François. ● Centre Hospitalier DES TROIS-ILETS (CH TROIS-ILETS) – Les Trois-Ilets. ● EHPAD Les Madrépores – Rue des Gestrams / Les Anses d'Arlet. ● Nouvel adhérent au GHT
4	Articles d'électricité – ZONE CENTRE	<ul style="list-style-type: none"> ● Centre Hospitalier Universitaire de Martinique (CHUM) Les établissements hospitaliers concernés sont les suivants : <ul style="list-style-type: none"> ○ Hôpital Pierre ZOBDA QUITMAN (PZQ) et ses bâtiments annexes (SAMU, IFSI, DSI, EFS, Chambre 	Nouvel adhérent au GHT

		<p>Mortuaire...) – Quartier La Meynard / Fort-de-France.</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Maison de la Femme, de la Mère et de l'Enfant (MFME) – Quartier La Meynard / Fort-de-France. ○ Centre Emma VENTURA (CEV) – Avenue Condorcet / Fort-de-France. ○ Hôpital Albert CLARAC (CLARAC) – Boulevard Pasteur / Fort-de-France ● <u>Centre Hospitalier ROMAIN BLONDET (CH ROMAIN BLONDET)</u> – Quartier Grosse Gouttière / Saint-Joseph. 	
5	Articles d'électricité – ZONE NORD	<ul style="list-style-type: none"> ● <u>Centre Hospitalier Universitaire de Martinique (CHUM)</u> <p>L'établissement hospitalier concerné est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Centre Hospitalier Louis Domergue (CHLD) – Rue Jean Eugène Fatier / Trinité 	<ul style="list-style-type: none"> ● <u>Centre Hospitalier NORD-CARAÏBE (CHNC)</u> <p>Les établissements hospitaliers concernés sont les suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Hôpital du Carbet – Quartier Lajus / Carbet. ○ Hôpital de Saint-Pierre – rue Général de Gaulle / Saint-Pierre. ○ EHPAD du Prêcheur – Quartier Préville / Le Prêcheur. <ul style="list-style-type: none"> ● <u>Centre Hospitalier Intercommunal LORRAIN BASSE POINTE (CHI LORRAIN BASSE POINTE)</u> – Quartier Vallon / Le Lorrain <ul style="list-style-type: none"> ● <u>EHPAD Marcel Hardy</u> – Quartier Pointe Lynch / Le Robert <ul style="list-style-type: none"> ● Nouvel adhérent au GHT
6	Articles d'électricité – ZONE SUD	<ul style="list-style-type: none"> ● <u>Centre Hospitalier DU MARIN (CH MARIN)</u> – Boulevard Allègre / Le Marin. 	<ul style="list-style-type: none"> ● <u>Centre Hospitalier de SAINT-ESPRIT (CHSE)</u> – Route de petit Bourg / Saint-Esprit. <ul style="list-style-type: none"> ● <u>Centre Hospitalier ERNEST WAN AJOUHU (CHEWA)</u> – Pointe Courchet / Le François. <ul style="list-style-type: none"> ● <u>Centre Hospitalier DES TROIS-ILETS (CH TROIS-ILETS)</u> – Les Trois-Ilets. <ul style="list-style-type: none"> ● <u>EHPAD Les Madrépores</u> – Rue des Gestrams / Les Anses d'Arlet <ul style="list-style-type: none"> ● Nouvel adhérent au GHT

1.5. TYPE DE CONTRAT

Chaque lot constitue un **accord-cadre** passé en application de l'article R.2162-2 du Code de la commande publique.

Chaque accord-cadre sera multi-attributaires et donnera lieu à **l'émission de bons de commande** par l'acheteur, dans les conditions fixées aux articles R.2162-13 et 14 du Code de la commande publique.

Sous réserve de la réception d'un nombre suffisant d'offres, le nombre maximal de titulaires par lot est défini ci-dessous :

- Lots n°1, n°2 et n°3 : **2 titulaires** au maximum.
- Lots n°4, n°5 et n°6 : **4 titulaires** au maximum.

En application de l'article R.2162-4 du Code de la commande publique, chaque accord-cadre est passé sans montant minimum et avec un montant maximum, tel qu'il suit :

Lots	Libellé	Montant maximum annuel en € HT
1	Articles de plomberie – ZONE CENTRE	280 000,00
2	Articles de plomberie – ZONE NORD	100 000,00
3	Articles de plomberie – ZONE SUD	100 000,00
4	Articles d'électricité – ZONE CENTRE	280 000,00
5	Articles d'électricité – ZONE NORD	100 000,00
6	Articles d'électricité – ZONE SUD	100 000,00

Les montants définis ci-dessus s'entendent sur un **(1) an**, correspondant à la date initiale à laquelle débute l'accord-cadre et seront identiques pour chaque éventuelle période de reconduction.

A titre purement indicatif, la répartition des montants maximums par établissement bénéficiaire adhérant au marché dès notification est la suivante :

Lots	Libellé	Montant maximum contractuel en € HT	Répartition indicative du montant maximum par établissement adhérant au marché dès notification
1	Articles de plomberie – ZONE CENTRE	280 000,00	<ul style="list-style-type: none"> • CHUM : 250 000,00 € • CH ROMAIN BLONDET : 4 000,00 €
2	Articles de plomberie – ZONE NORD	100 000,00	<ul style="list-style-type: none"> • CHUM : 30 000,00 €

3	Articles de plomberie – ZONE SUD	100 000,00	• CH MARIN : 22 000,00 €
4	Articles d'électricité – ZONE CENTRE	280 000,00	• CHUM : 250 000,00 € • CH ROMAIN BLONDET : 4 000,00 €
5	Articles d'électricité – ZONE NORD	100 000,00	• CHUM : 30 000,00 €
6	Articles d'électricité – ZONE SUD	100 000,00	• CH MARIN : 20 000,00 €

1.6. DUREE DU CONTRAT

Chaque accord-cadre est conclu pour une durée d'un **(1) an** à compter de sa notification au(x) titulaire(s) de chaque lot.

Il pourra ensuite être reconduit **trois (3) fois** pour une durée équivalente, sans que sa durée totale ne puisse excéder **quatre (4) ans**.

La reconduction est tacite, sauf dénonciation contraire émise par le pouvoir adjudicateur dans un délai d'un (1) mois avant chaque date anniversaire.

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU CONTRAT

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, le marché est constitué par les documents énumérés au présent article. En cas de contradiction entre les stipulations des pièces contractuelles, elles prévalent dans l'ordre ci-après :

Pièces particulières :

- L'Acte d'engagement (A.E) du lot concerné et son annexe ;
- Le Bordereau des Prix Unitaires (B.P.U) du lot concerné ;
- Les devis détaillés (pour les fournitures hors BPU), après validation expresse de l'acheteur ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (C.C.P) commun à tous les lots et ses annexes :
 - Annexe n°1 : Liste des établissements parties du GHT de Martinique,
 - Annexe n°2 : Logigramme – Modalités de passation des commandes,
 - Annexe n°3 : Dématérialisation de la facturation,
- L'offre technique du ou des titulaire(s) de chaque lot ;
- Les fiches techniques des articles/produits (fournies en cours d'exécution de l'accord-cadre).

Pièce générale :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de fournitures courantes et de services (C.C.A.G-FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021.

ARTICLE 3 – BONS DE COMMANDE

Les prestations demandées feront l'objet de **bons de commande** émis au fur et à mesure des besoins,

tout le long de la durée du contrat.

Il est précisé que les bons de commande peuvent être concomitants.

Les bons de commande précisent les fournitures commandées et en déterminent la quantité.

Conformément à l'article R. 2162-5 du Code de la commande publique, les bons de commande ne peuvent être émis que durant la période de validité de l'accord-cadre. En revanche, les bons de commande émis pendant la durée de validité du contrat pourront être exécutés au-delà.

3.1. MODALITES D'ATTRIBUTION DES BONS DE COMMANDE

Pour rappel, les accords-cadres sont **multi-attributaires**. Le nombre maximum d'attributaires par lot est fixé à l'article 1.5 du présent CCP.

Chaque bon de commande sera attribué à un titulaire selon la méthode dite « en cascade ».

Les modalités d'attribution des commandes sont définies ci-dessous et sont également précisées à l'annexe n°2 au présent CCP - Logigramme de passation des commandes :

- **Dans un premier temps :** attribution du bon de commande au titulaire le mieux-disant (le moins cher) sur l'article concerné, à qualité équivalente à la demande et pour l'article disponible ;
- **Dans un second temps :** en cas d'indisponibilité (rupture de stock) de l'article demandé, attribution du bon de commande au titulaire le moins cher suivant.
Pour les lots n°4 à n°6 (prévoyant un nombre de 4 titulaires au maximum), en cas d'indisponibilité de l'article par le second titulaire le moins cher, attribution du bon de commande au titulaire le moins cher suivant et ainsi de suite.
- **Cas exceptionnels d'urgence en lien avec les contraintes hospitalières :** en cas rupture de stock de l'article demandé chez l'ensemble des titulaires du lot, attribution du bon de commande au titulaire en capacité de mettre à disposition l'article le plus rapidement (selon le délai de mise à disposition indiqué par chaque titulaire). Dans ce cas, le bon de commande pourra ne pas être attribué au titulaire le mieux-disant.

La méthode détaillée ci-dessus n'engage pas l'acheteur sur un minimum de commandes.

Avant toute émission de bon de commande, le ou les titulaire(s) du lot devra(ont) avoir remis à l'acheteur un devis détaillé.

Pour ce faire, pour chaque demande d'article(s), l'acheteur adressera, par mail (avec accusé de réception), une demande de devis, à l'ensemble des titulaires du lot. La demande précisera le besoin (liste et caractéristiques des articles souhaités, quantité, caractère d'urgence éventuel, date limite de remise du devis).

Le devis transmis par chaque titulaire devra faire mention des indications suivantes :

- Prix unitaire et références BPU pour les articles figurant au BPU,
- Prix et références « fournisseur » des articles pour les articles ne figurant pas au BPU,

- Taux de remise spécifique accordée à l'acheteur par commande (selon le taux minimum figurant à l'Acte d'engagement),
- Application d'éventuelles offres promotionnelles en cours,
- Etat de disponibilité du ou des articles (en stock ou sur commande),
- Délai de mise à disposition de l'article (y compris en cas d'indisponibilité de l'article : délai de commande).

Une fois l'ensemble des devis réceptionnés, l'acheteur fera application de la méthode d'attribution définie ci-avant.

En fonction des articles retenus chez l'un ou plusieurs des titulaires, l'acheteur formulera une nouvelle demande de devis modificatif auprès du ou des titulaires concernés avant toute émission de bon(s) de commande.

3.2. MODALITES D'EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

Chaque bon de commande précisera :

- le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- le numéro du marché ;
- la date et le numéro du bon de commande ;
- la désignation et la référence de l'article commandé ;
- le montant du bon de commande (HT et TTC) ;
- le numéro d'engagement ;
- la référence du devis validé.

Seuls les bons de commande signés par le représentant de chaque établissement bénéficiaire ou l'un de ses délégataires pourront être honorés par le titulaire.

Clause de non-exclusivité applicable à l'ensemble des lots :

Lorsqu'aucun des titulaires du lot concerné n'est en capacité d'honorer la commande (notamment en raison d'une rupture de stock chez tous les titulaires ou d'une absence de distribution de l'article demandé par l'ensemble des titulaires), ils en informent l'acheteur dans un délai maximum de 24 heures à compter de la réception de la demande.

Dans ce cas, l'acheteur se réserve le droit d'acheter les fournitures considérées auprès d'un autre fournisseur que les titulaires de l'accord-cadre.

ARTICLE 4 – DELAIS D'EXECUTION

4.1. DELAIS APPLICABLES

Les délais mentionnés ci-dessous sont applicables à l'ensemble des lots.

Le titulaire s'engage à remettre un devis suite à une demande formulée par l'acheteur dans le délai indiqué dans la demande par mail (date limite de remise du devis).

Le délai de remise du devis court à compter de la réception de la demande par mail (avec accusé de réception) par le titulaire.

Le titulaire s'engage également à mettre à disposition (en magasin ou en livraison) le ou les article(s) commandés dans le délai indiqué dans son devis détaillé, tel que validé par l'acheteur avant émission du bon de commande. Ce délai de mise à disposition devra prendre en compte l'éventuel délai de commande de l'article en cas d'indisponibilité de ce dernier.

Le délai de mise à disposition des pièces court à compter de la réception du bon de commande par le titulaire.

4.2. PROLONGATION DES DELAIS

Une prolongation des délais d'exécution peut être accordée dans les conditions de l'article 13.3 du CCAG-FCS.

ARTICLE 5 – DESCRIPTION DES Fournitures DEMANDEES

Le présent accord-cadre prévoit la **fourniture d'articles, produits, matériels de plomberie (lots n°1 à n°3) et d'électricité (lots n°4 à n°6).**

Le descriptif d'une partie des articles figure au BPU.

Pour les articles ne figurant pas au BPU, les caractéristiques techniques et autres descriptifs seront demandés aux titulaires avec les demandes de devis.

A ce titre, les titulaires devront transmettre, par mail, les fiches techniques, sur demande de l'acheteur, pour l'ensemble des références figurant au BPU ou au devis.

Les articles fournis dans le cadre du présent marché devront être conformes aux spécifications techniques et normes françaises homologuées ou à toutes normes reconnues comme équivalentes.

5.1. LOTS N°1 A N°3 – ARTICLES DE PLOMBERIE

Tout article de PLOMBERIE est susceptible d'être commandé via l'accord-cadre de fourniture d'articles d'ateliers destinés à la maintenance des sites du GHT de Martinique.

Une liste d'articles de plomberie susceptibles d'être commandés est fournie ci-dessous :

- Les appareils sanitaires (lavabos, lave-mains, WC, évier, ...) et accessoires associés,
- Les robinetteries,
- Les accessoires et matériels divers du réseau EU (culottes, coudes, manchons, tampons, colliers, réductions, tuyaux, ...),
- Les tubes, matériels et accessoires divers du réseau d'eau froide ou chaude sanitaire (vannes, colliers, raccords, tubes, flexibles, ...)
- Les matériels et outillages spécifiques pour la mise en œuvre d'installations sanitaires,
- Toutes pièces détachées destinées à la maintenance des robinetteries de plomberie sanitaires, des appareils sanitaires, réservoir de WC, ...

Cette liste est donnée à titre indicatif et n'est ni limitative ni exhaustive.

5.2. LOTS N°4 A N°6 – ARTICLES D'ELECTRICITE

Tout article d'ELECTRICITE est susceptible d'être commandé via l'accord-cadre de fourniture d'articles d'ateliers destinés à la maintenance des sites du GHT de Martinique.

Une liste d'articles d'électricité susceptibles d'être commandés est fournie ci-dessous :

- Les systèmes de goulottes, colonnes et distribution par le sol, systèmes de chemins de câbles, appareillages...
- Les matériels de protection électrique tels que les disjoncteurs, fusibles, contacteurs...,
- Les coffrets et armoires pour matériels électriques,
- Les matériels réseau VDI : connecteurs RJ45, plug RJ45, panneaux de brassage...,
- Les matériels de distribution électrique comme les câbles de toutes natures, les tubes d'encastrement ou en apparent, ...,
- Les appareils d'éclairage intérieurs et extérieurs,
- Les blocs de secours,
- Les ampoules et lampes de tous types,
- Les matériels de finition tels que les interrupteurs, prises de courants forts ou faibles, moulures et accessoires,
- Les appareillages du secteur bâtiment et du secteur industriel (automatisme, protection, commande...),
- Les équipements de sécurité,
- Les matériels et outillages spécifiques pour la mise en œuvre d'installation électrique.

Les équipements de petit et gros électroménager ainsi que les matériels audiovisuels, les matériels de téléphonie, les matériels de domotique, les matériels de vidéoprotection ne font pas partie du périmètre de l'accord-cadre.

Cette liste est donnée à titre indicatif et n'est ni limitative ni exhaustive.

ARTICLE 6 – CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION

Les conditions d'exécution définies ci-dessous sont applicables à l'ensemble des lots.

6.1. DEVOIR DE CONSEIL

Le titulaire s'engage à répondre aux éventuelles questions techniques sur les articles et matériels proposés.

Ce devoir ne se limite pas à communiquer une information relative aux caractéristiques techniques des produits et financières des produits inclus au contrat mais requiert une démarche réellement active. Il ne s'agit pas seulement de répondre aux questions que pose l'acheteur, mais d'anticiper sa méconnaissance éventuelle en attirant son attention sur les difficultés et risques que certains choix peuvent entraîner et de l'informer de l'aptitude ou de l'adéquation du produit proposé à l'utilisation qui en est prévue.

A ce titre, le titulaire peut avoir à accomplir certaines recherches, effectuer des études préalables, se renseigner, notamment auprès des fabricants et fournisseurs sur les informations qu'il va délivrer mais également auprès de l'acheteur afin de lui préciser ses besoins et objectifs.

Il est aussi tenu de conseiller l'acheteur quant à l'opportunité des achats à réaliser en adéquation avec les besoins de maintenance. A cet égard, est ici concerné le fait de conseiller des produits et articles de substitution à ceux demandés par l'acheteur, et de donner des informations sur les articles concernant leur degré de substituabilité, c'est-à-dire la possibilité selon laquelle les articles peuvent être considérés comme interchangeables du point de vue des distributeurs, fabricants et fournisseurs ou de l'acheteur et si ce dernier peut acquérir un autre article jugé techniquement équivalent par sa nature, son utilisation et/ou son prix. Alternative d'achat résultant de plusieurs raisons (disponibilité, économies -financières, d'énergie-, fonctionnalités...), l'article de substitution présente des caractéristiques différentes de ceux qui existent déjà, mais comble le même besoin et apporte le même degré de satisfaction.

Ce devoir de conseil porte également sur les matériels et prestations fournis à l'acheteur dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre.

Le devoir de conseil porte aussi sur l'accompagnement que le titulaire prodigue à l'acheteur au démarrage de l'accord-cadre dans le cas où il y aurait un changement d'opérateur économique pour ledit acheteur. L'appui consiste à faciliter la transition du titulaire sortant vers le titulaire entrant en identifiant et établissant les correspondances et équivalences entre les références de l'ancien marché et celles du nouveau marché afin de rendre plus aisée l'émission de premiers bons de commande.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecterait pas cette obligation, il ne pourra se prévaloir d'une incohérence dans le marché pour s'exonérer de sa responsabilité.

Dans le cadre de ce devoir de conseil, le Titulaire peut être amené à proposer à l'acheteur un plan prévisionnel de commandes et une politique d'approvisionnement.

Le Titulaire optimise la logistique en établissant une politique d'approvisionnement, une incitation tarifaire et la planification des commandes, en respect des commandes de l'acheteur.

6.2. ECHANTILLONS

Pendant la durée de l'exécution de l'accord-cadre, des échantillons et/ou de la documentation technique peuvent être demandés au titulaire afin de pouvoir comparer certains articles, produits ou matériels.

Les quantités d'échantillons demandées par l'acheteur doivent être limitées au strict nécessaire.

Les conditions d'emballage, de colisage et d'étiquetage des échantillons sont les mêmes qu'une commande classique, la mention « ECHANTILLONS » étant ajoutée aux mentions usuelles et réglementaires d'étiquetage.

Les échantillons sont considérés être mis en prêt chez l'acheteur pour une durée minimum d'un mois.

Au sens du présent contrat, le prêt s'entend comme la remise du titulaire (prêteur) à l'acheteur (emprunteur), à titre précaire et gratuit, d'un article, du matériel, d'un produit, à charge de restitution au terme qu'elles conviennent en cas d'absence d'utilisation. Le cas échant, l'emprunteur doit restituer

au prêteur la chose même qu'il lui a été confiée et ce, sans pouvoir en disposer, au terme de la durée convenue.

A défaut de durée et/terme convenu, la durée est fixée à trois (3) mois maximum.

6.3. EMBALLAGES – COLISAGE – PALETTISATION - TRANSPORT

6.3.1. EMBALLAGES ET CONDITIONNEMENT

Les emballages et conditionnements doivent respecter :

- Les normes françaises et européennes existantes (cf. articles R. 543-42 à R. 543-74 du Code de l'environnement et notamment les articles R. 543-42 à R.543-52 relatifs à leur conception et fabrication) ;
- Toute réglementation française ou communautaire existante ou nouvelle qui rentrerait en vigueur au moment de l'exécution de l'accord-cadre.

Les emballages et conditionnements doivent respecter les exigences suivantes :

- Protection des articles et produits de telle sorte que ces derniers ne puissent pas être abîmés pendant toute opération normale impliquant la manutention et/ou le déplacement des produits ;
- Solidité de conception, de manière à rester en bon état tout au long de la durée de vie du produit (jusqu'au déballage et déconditionnement du produit).

En outre, le titulaire garantit que les articles et produits sont emballés correctement pour le transport et le stockage. Les emballages et conditionnements doivent être dotés de systèmes de fermeture suffisamment efficaces pour supporter sans dommage des opérations normales de transport et de manutention.

En complément de l'article 20.2.2 des CCAG-FCS et facultativement, selon l'accord entre le titulaire et l'acheteur, ce dernier peut disposer des emballages et conditionnements selon sa volonté dès lors que les marchandises sont considérées comme réceptionnées par l'acheteur.

Les emballages et conditionnements utilisés doivent être adaptés au transport.

Chaque emballage doit être conforme à la réglementation en vigueur en termes d'étiquetage.

Chaque article individuel ou ensemble d'articles porte une étiquette visible et lisible présentant l'ensemble des informations requises par la réglementation.

Les articles et produits doivent impérativement être identifiés et identifiables à l'extérieur du conditionnement.

Si applicable, les consignes de recyclage ou de tri sont inscrites et visibles sur les emballages ou conditionnements utilisés.

6.3.2. COLISAGE

Un ensemble de produits ou articles identiques est composé par des colis homogènes appartenant au même type d'emballage et de même capacité, afin de permettre une appréciation rapide et objective de la quantité des marchandises.

Les colis doivent respecter :

- les normes françaises et européennes existantes ;
- toute réglementation française ou communautaire existante ou nouvelle qui rentrerait en vigueur au moment de l'exécution de l'Accord-cadre.

Les colis doivent respecter les exigences suivantes :

- protection des produits de telle sorte que ces derniers ne puissent pas être abimés pendant toute opération normale impliquant la manutention et/ou le déplacement des produits ;
- solidité de conception, de manière à rester en bon état tout au long de la durée de vie du produit (jusqu'à la mise en emplacement de picking chez l'acheteur).

En outre, le titulaire garantit que les produits sont colisés correctement pour le transport et le stockage. Les colis doivent être dotés de systèmes de fermeture suffisamment efficaces pour supporter sans dommage des opérations normales de transport et de manutention.

Les colis utilisés doivent être adaptés aux conditions climatiques des zones géographiques par lesquelles les marchandises transitent (par exemple : gerbage en milieu humide), sans que cela ne fasse l'objet d'un surcoût pour l'acheteur.

Ils doivent aussi être adaptés au transport.

Plusieurs prestations de colisage sont proposées par le titulaire :

- Les produits peuvent être colisés par commande complète ;
- Les produits peuvent être colisés par service ou secteur sur demande de l'acheteur dans le bon de commande et selon la répartition envoyée par l'acheteur dans le (ou en complément du) bon de commande.

Les emballages primaires et conditionnements, ou à défaut les colis utilisés, doivent permettre de conserver les produits à la température de conservation exigée. Si des colis ou emballages primaires ou conditionnements isothermes sont utilisés, alors ils doivent être qualifiés 96h, et le titulaire doit pouvoir prouver cette qualification à l'acheteur.

6.3.3. PALETTISATION

Si le volume de commande l'impose, les mises à disposition d'articles doivent être effectuées sur palettes consignées de type européen ou équivalent (dimensions : 800mm x 1200mm) :

- Les articles ne doivent pas déborder des palettes (dans toute direction) ;
- La hauteur maximale d'une palette (base comprise) ne doit pas dépasser 1800mm ;

- Les marchandises sont uniformément en fonction de leurs poids sur la palette afin de garantir la stabilité du chargement ;
- Une palette peut être composée de plusieurs références (palette dite « hétérogène ») ;
- Une palette peut comporter des références destinées à plusieurs commandes ;
- Dans le cas d'une palette multi-références, les produits les plus lourds doivent être placés en bas et les plus légers et/ou plus fragiles en haut ;
- Les espaces vides sont éliminés ou réduits au maximum ;
- Les colis sur palette sont maintenus par les moyens choisis par le titulaire, afin d'éviter le glissement de la charge sur le support, protéger les angles, garantir la stabilité des colis et permettre une mise en rack sans risques ;
- Les produits ou colis sont disposés sur la palette de façon à être facilement identifiables (face visible sur le côté de la palette) ;
- Les pictogrammes indiquant les conditions de manutention des produits doivent être visibles (pression nominative pour manutention avec pince, côté autorisé pour manutention avec diable, orientation du colis, règles d'empilement, instructions générales...), ainsi que, le cas échéant, ceux indiquant les contraintes de respect de la chaîne du froid et les risques chimiques.

Les supports de livraison utilisés doivent être adaptés aux conditions climatiques des zones géographiques par lesquelles les marchandises transiteront (par exemple : gerbage en milieu humide), sans que cela ne fasse l'objet d'un surcoût pour les bénéficiaires. Ils devront aussi être adaptés au transport.

Le titulaire s'engage à réduire les quantités des emballages et conditionnements, colis et supports de livraison en volume et en poids. Il veille à limiter leur impact écologique en utilisant des emballages et conditionnements, colis et supports de livraison composés de matériaux recyclés et/ou biodégradables et/ou issus de forêts gérées durablement et/ou recyclables.

6.3.4. TRANSPORT ET LIVRAISON

En cas de livraison des articles, les fournitures seront livrées franco de port (DDP) et selon les conditions de l'article 21 du CCAG-FCS, y compris pour les commandes de faible montant.

Pour toutes livraisons, le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement des camions sont à la charge du titulaire, que la livraison soit confiée à un transporteur ou à une société de livraison.

Si nécessaire, les livraisons devront être effectuées sur les sites de chaque bénéficiaire de l'accord-cadre aux adresses indiquées à l'annexe n°1 au présent CCP.

Les livraisons seront réalisées sur des horaires et jours ouvrés. L'acheteur devra être informé de l'horaire de livraison prévu et devra donner son accord.

6.4. CORRESPONDANT TECHNIQUE – REFERENT DESIGNÉ

6.4.1. PERSONNE DESIGNÉE POUR LE SUIVI DU MARCHÉ

Le titulaire désigne dans son offre **un correspondant technique et commercial**, principal référent de l'acheteur dans l'exécution du marché.

Cet interlocuteur est le responsable du bon déroulement de l'exécution des prestations.

Il est le représentant du titulaire auprès de l'acheteur.

Un référent **suppléant** devra également être désigné dans l'offre du titulaire ; ce référent suppléant sera le référent de l'acheteur lors des absences du référent désigné (*congés annuels, indisponibilités, etc.*). *Le Titulaire s'engage à ce que les absences du référent désigné ne créent pas d'interruption dans la communication et dans la gestion des commandes. Le référent suppléant doit être en mesure de répondre à toutes les questions relatives aux diverses commandes, besoins, devis, conseils...*

Il est notamment habilité :

- à traiter les demandes de devis,
- à recevoir les bons de commande,
- à suivre l'exécution des commandes,
- à conseiller l'acheteur en communiquant les fiches techniques et autres documentations techniques éventuellement requises,
- à suivre la facturation des commandes,
- et à veiller à la bonne application des modalités d'exécution prévues au marché.

Le titulaire conservera le même référent désigné pendant la durée du marché, sauf empêchement majeur (démission, maladie, etc...).

Dans un délai d'un mois maximum après notification du marché, le titulaire est tenu de confirmer et transmettre à l'acheteur les coordonnées du référent désigné et de son suppléant.

6.4.2. REMPLACEMENT DES PERSONNES DESIGNÉES

En cas de changement de référent, le titulaire s'engage à ce que ce changement ne crée pas d'interruption dans la mission lui incombant.

Cet interlocuteur devra être en mesure de répondre à toutes les questions relatives aux diverses commandes, besoins, devis, conseils...

Le titulaire informera l'acheteur de ce changement dans les meilleurs délais et au plus tard un mois après la survenue de la carence, et lui communiquera les coordonnées du référent remplaçant désigné et de son suppléant.

ARTICLE 7 – CONFIDENTIALITE ET SECURITE

7.1. CONFIDENTIALITE

Le titulaire qui, à l'occasion de l'exécution du marché, a connaissance d'informations ou reçoit communication de documents ou d'éléments de toute nature, signalés comme présentant un caractère confidentiel et relatifs notamment aux moyens à mettre en œuvre pour son exécution, au fonctionnement des services du titulaire ou de l'acheteur, est tenu de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, documents ou éléments ne soient divulgués à un tiers qui n'a pas à en connaître. L'acheteur ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

Ne sont pas couverts par cette obligation de confidentialité les informations, documents ou éléments déjà accessibles au public, au moment où ils sont portés à la connaissance des parties au marché.

Le titulaire accepte sans réserve le contrat de confidentialité.

Tous les documents mis à disposition du titulaire du marché par l'acheteur restent la propriété de ce dernier et devront être restitués à l'achèvement de leur mission. Les documents émis par l'acheteur à destination du titulaire, quelle que soit leur nature et leur forme, ne sauront être transmis par le titulaire à un tiers sauf accord écrit de la part de l'acheteur.

7.2. PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Chaque partie au marché est tenue au respect des règles relatives à la protection des données nominatives, auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

En cas d'évolution de la législation sur la protection des données à caractère personnel en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles demandées par le pouvoir adjudicateur, afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché.

Pour assurer cette protection, il incombe au pouvoir adjudicateur d'effectuer les déclarations et d'obtenir les autorisations administratives nécessaires à l'exécution des prestations prévues par les documents particuliers du marché.

ARTICLE 8 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET DE L'ENVIRONNEMENT

8.1. PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE

Conformément à l'article 6 du CCAG-FCS, le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre employée et aux conditions de travail du pays.

8.2. PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

En application de l'article 7 du CCAG-FCS, le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent la réglementation en vigueur en matière d'environnement.

En complément, conformément à la réglementation relative aux déchets (articles L. 541-1 à L. 542-14 et D. 541-1 à R. 543-340 du Code de l'environnement), dans le cadre du champ d'application de la filière de responsabilité élargie du producteur des déchets (articles L. 541-10 à L. 541-10-27 du Code de l'environnement), le titulaire s'engage à assurer ou à faire assurer la gestion des déchets générés par son activité, et notamment à mettre en place à la disposition de l'acheteur un circuit d'enlèvement des déchets et matériels usagés et/ou en fin de vie.

L'acheteur s'engage à ne faire éliminer par le titulaire que les éléments achetés dans le présent accord-cadre et ne peut donc éliminer des déchets autres que ceux achetés en équivalence.

Les filières particulièrement concernées sont celles citées à l'article L. 541-10-1 du Code de l'environnement et la clause concerne d'une façon générale tous les lots pour la gestion des emballages (articles R. 543-42 à R. 543-74 du Code de l'environnement), notamment les lots n°4 à n°6 pour les équipements électriques et électroniques (articles R. 543-171-1 à R. 543-206-4 du Code de l'environnement).

ARTICLE 9 – PRIX

9.1. CONTENU DES PRIX

Les prix du contrat sont établis Hors Taxe (HT) et Toutes Taxes Comprises (TTC).

Les prix sont réputés comprendre, l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations ainsi que tous les frais afférents à l'exécution de l'ensemble des prestations : frais de conditionnement, stockage et emballage, frais de transport jusqu'aux différents lieux de livraison (y compris les frais administratifs et logistiques) en cas de livraison, frais liés aux assurances, frais liés à la gestion des déchets, frais liés à des éventuels déplacements du référent du marché ou de son suppléant, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Le titulaire ne pourra se voir accorder aucune rémunération supplémentaire.

Le présent marché est conclu à **prix unitaires** sur la base :

- Soit, des prix indiqués au **Bordereau des Prix Unitaires (BPU)** de chaque lot (sélection d'articles « standards » représentative des besoins les plus courants) ;
- Soit, des prix indiqués aux **devis détaillés** par le ou les titulaire(s) de chaque lot, en cas d'absence de références au BPU.

Etant précisé que, l'ensemble des prix (qu'ils soient sur BPU ou sur devis) sont diminués :

- Par l'application du taux de remise spécifique accordé à l'acheteur.

Ce taux de remise minimum est mentionné à l'article 4.3 de l'Acte d'engagement et sera appliqué sur le montant total de chaque commande ou sur certains articles éligibles.

- Par l'application d'éventuelles d'offres promotionnelles en cours au moment de la commande.
Les offres promotionnelles sont appliquées aux articles concernés pendant la période de la promotion.

9.2. VARIATION DES PRIX

Le taux de remise spécifique, indiqué par le titulaire à l'Acte d'engagement, restera inchangé pendant toute la durée du marché.

Les prix du présent accord-cadre (qu'ils soient sur BPU ou sur devis) sont **révisables** en application du barème des fabricants/fournisseurs dans les conditions ci-après.

En cours d'exécution du marché, les prix pourront être revus à la hausse comme à la baisse en fonction des révisions de prix appliquées aux articles/fournitures par les fabricants/fournisseurs eux-mêmes et imposés à leurs revendeurs.

Pour les articles prévus au BPU, le titulaire devra transmettre à l'acheteur le BPU révisé à chaque révision des tarifs. La révision des prix est limitée à une fois par an.

Dans ce cas, le BPU révisé devra être obligatoirement communiqué à l'acheteur au moins 60 jours calendaires avant l'application des nouveaux tarifs, par LRAR à la Direction des achats :

CHU DE MARTINIQUE

Direction des Achats

CS 90632

97261 Fort-de-France Cedex.

En l'absence de demande de révision, il sera fait application des prix du BPU initial.

Pour les articles non prévus au BPU (sur devis), les prix affectés de l'éventuelle révision seront communiqués par le titulaire du marché lors de la présentation du devis.

Clause de sauvegarde : l'acheteur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 5 % (par rapport aux prix initiaux du BPU).

Clause butoir : la révision des prix proposée par le titulaire annuellement ne pourra excéder 3 % d'augmentation par an.

9.3. CLAUSE DE REEXAMEN

Conformément à l'article L.2194-1 du Code de la Commande Publique, le BPU de chaque lot peut être modifié en cours d'exécution de l'accord-cadre dans les conditions suivantes :

- Modification d'articles/fournitures en vue de leur amélioration technique,

- Suppression d'articles/fournitures qui ne sont plus fabriqués et remplacement par des articles/fournitures de qualité technique équivalente à un prix inférieur ou équivalent,
- Remplacement d'articles/fournitures par des articles/fournitures de substitution, en cas de problème temporaire d'approvisionnement afin de pallier à la rupture d'approvisionnement (le prix ne pourra être supérieur au prix initial du marché),
- Introduction de nouveaux produits rentrant dans le périmètre du marché,
- Suppression, remplacement, ajout d'articles/fournitures en cas de modification de la réglementation en cours d'exécution du marché.

Pour toute substitution ou modification d'articles/fournitures, le titulaire devra informer dans les meilleurs délais et par écrit au CHUM (établissement support) afin d'obtenir son accord exprès préalable.

Par ailleurs, la présente clause de réexamen prévoit la possibilité de modification suivante :

- Suppression d'un des bénéficiaires de l'accord-cadre, tels que listés à l'article 1.3 du présent CCP,
- Ajout d'un nouveau bénéficiaire de l'accord-cadre à l'article 1.3 du présent CCP. A ce jour, l'entrée du CH Maurice Despinoy dans le GHT est prévue et sera prise en compte dans le cadre de la présente clause de réexamen. Etant précisé que les besoins de cet établissement ont déjà été intégrés dans le présent accord-cadre.
D'autres établissements sont susceptibles d'intégrer le GHT en cours d'exécution de l'accord-cadre.

La prise en compte de ces changements issus de la clause de réexamen interviendra par le biais d'un avenant signé entre les parties.

ARTICLE 10 – REGLEMENT DES COMPTES

10.1. DELAI DE PAIEMENT

Le délai de paiement est de cinquante (50) jours au maximum à compter de la date de réception de la facture sur Chorus Pro.

Le défaut de paiement dans ce délai entraînera le versement d'intérêts moratoires. Le taux de calcul de ces intérêts est égal au taux d'intérêt de la principale facilité de refinancement appliquée par la Banque Centrale Européenne à son opération de refinancement principal la plus récente effectuée avant le premier jour de calendrier du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. L'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est de 40,00 euros.

10.2. PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT

Les demandes de paiement seront adressées via l'outil CHORUS PRO à l'adresse suivante : https://www.chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus_portail_pro/. Le titulaire dispose d'informations utiles en annexe n°3 au présent CCP relative à la dématérialisation des factures sur CHORUS PRO.

Chaque établissement partie du GHT de Martinique, bénéficiaire de l'accord-cadre est destinataire de la facture correspondant aux prestations effectuées pour le compte de leur établissement.

Les différents renseignements : numéro SIRET, numéro d'engagement ou code service sont ceux de l'établissement partie concerné par la prestation (cf. annexe 3 au CCP relative à la dématérialisation des factures sur CHORUS PRO).

Les paiements sont effectués selon les règles de la comptabilité publique, sur présentation d'une demande paiement ou facture établie selon les conditions prévues au CCAG-FCS, en original portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- La désignation de l'émetteur et du **destinataire de la facture** (il s'agira de l'établissement partie du GHT destinataire de la prestation) ;
- Le numéro du marché (impératif sous peine de retour de la facture) ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le nom ou la raison sociale du créancier ;
- Le numéro de SIREN ou SIRET ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- La date d'exécution des prestations ;
- La nature des prestations exécutées (sous peine de non-conformité de la facture) ;
- La désignation de l'organisme débiteur ;
- Le prix unitaire de la prestation ;
- Le montant des prestations admises, établi conformément aux stipulations du contrat/du marché, hors TVA ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération ;
- L'application du taux de remise spécifique ;
- L'application des éventuelles offres promotionnelles ;
- L'application d'éventuelle révision ;
- Le montant total TTC des prestations livrées ou exécutées ;
- La date de facturation.

10.3. ACOMPTES ET REGLEMENT DES PRESTATIONS

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11 du CCAG-FCS.

Chaque bon de commande fait l'objet d'une facture distincte.

La demande de paiement sera transmise par le titulaire après admission des fournitures par l'acheteur.

Règlement en cas de cotraitance :

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, géré par le mandataire du groupement. Quelle que soit la forme du groupement, le mandataire est seul habilité à présenter à l'acheteur la demande de paiement.

En cas de groupement conjoint, la demande de paiement présentée par le mandataire est décomposée en autant de parties qu'il y a de membres du groupement à payer séparément. Chaque partie fait apparaître les renseignements nécessaires au paiement de l'opérateur économique concerné.

ARTICLE 11 – PENALITES

Des pénalités s'appliquent pour chacun des bons de commande dans les conditions ci-dessous.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, tout retard d'exécution par le titulaire au regard des délais visés fixés au marché, sauf s'il est imputable au pouvoir adjudicateur ou à un cas de force majeure, sera sanctionné, sans mise en demeure préalable, par les pénalités suivantes :

11.1. PENALITES DE RETARD

- En cas d'absence de transmission du devis détaillé demandé par l'acheteur ou en cas de remise du devis plus de 10 jours calendaires suite à la demande, le titulaire subira une pénalité forfaitaire de : 500 € par occurrence,
- En cas de dépassement du délai de mise à disposition des fournitures (indiqué par le titulaire lui-même dans son devis), le titulaire subira une pénalité forfaitaire de : 200 € par jour calendaire de retard.

11.2. AUTRES PENALITES

- En application de l'article L. 8222-6 du code du travail, dans le cas où le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, il encourt une pénalité égale à 10 % du montant du marché, dans la limite du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire ne bénéficiera d'aucune exonération des pénalités, même si le total ne dépasse pas 1 000.00 € HT.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, les pénalités ne sont pas plafonnées.

Les pénalités sont cumulables entre-elles.

ARTICLE 12 – CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

12.1. OPERATIONS DE VERIFICATION

Conformément à l'article 27.1 du CCAG-FCS, l'acheteur procédera à des opérations de vérifications qualitatives et quantitatives.

Les vérifications réalisées ont pour but de constater que les fournitures mises à disposition présentent les caractéristiques techniques conformes à celles communiquées dans les fiches techniques.

Les dispositions de l'article 28 du CCAG-FCS relatives au déroulement des vérifications est applicable.

12.2. ADMISSION/REJET

Suite aux vérifications, les décisions de réception, d'ajournement ou de rejet seront prises par l'acheteur dans les conditions prévues à l'article 30 du CCAG-FCS.

Conformément à l'article 30.1 du CCAG-FCS, l'admission prend effet à la date de notification au titulaire de la décision d'admission ou en l'absence de décision, dans un délai de quinze jours à compter de la mise à disposition des fournitures.

12.3. REFACTION

Par dérogation à l'article 30.3 du CCAG-FCS, si l'acheteur constate que la qualité des fournitures est remise en cause, il notifie au titulaire sa décision de refaction par tous moyens, accompagnée des motifs de sa décision et du pourcentage de refaction appliqué.

Le titulaire dispose d'un délai de cinq 5 jours calendaires à compter de la réception de cette décision pour faire connaître ses observations. La responsabilité du titulaire est dérogée si les observations sont acceptées par l'acheteur.

12.4. GARANTIE

Les fournitures mises à disposition font l'objet d'une garantie à compter de leur admission.

Par dérogation à l'article 33 du CCAG-FCS, la durée de garantie applicable est celle des fabricants.

En tout état de cause, cette dernière ne peut être inférieure à un (1) an (articles neufs et reconditionnés).

Dans le cadre de la garantie, le titulaire s'engage à remplacer les articles défectueux dans un délai maximal de 30 jours ouvrés à partir de la réception de la demande.

Ces prestations comprennent la fourniture et le remplacement des pièces de toute nature mises hors d'usage par un emploi normal des matériels ou présentant un défaut de matière ou de fabrication.

Les frais de main-d'œuvre, de déplacement, de conditionnement, d'emballage, de transport, de port et généralement tout frais entraînés par la mise en œuvre de la garantie, sont à la charge du titulaire.

Si la privation de jouissance entraîne un préjudice pour l'acheteur, celui-ci peut exiger une solution de remplacement aux frais du titulaire. Le délai de garantie est prolongé du délai de privation de jouissance.

Si à l'expiration du délai de garantie, le titulaire n'a pas procédé aux remplacements en état prescrits, ce délai est prolongé jusqu'à l'exécution complète des remplacements.

Le titulaire déclare que les articles, produits et matériels sont conformes aux normes rendues obligatoires en application de l'article 12 du décret n°84-74 du 26 janvier 1984 modifié fixant le statut de la normalisation.

ARTICLE 13 - ASSURANCES

Lors de l'attribution du contrat, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1242 à 1244 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette

attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception de la demande.

Le titulaire demeure responsable de tous dommages causés par lui-même, son personnel ou toute autre personne dont il est civilement responsable, à l'occasion et au cours de l'exécution du contrat, quelles qu'en soient les victimes.

ARTICLE 14 – RESILIATION DU MARCHÉ

L'acheteur peut résilier le marché pour motif d'intérêt général.

Dans ce cas, et par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, le montant de l'indemnité sera négocié avec le titulaire.

L'acheteur peut également résilier le marché pour faute du titulaire dans les conditions de l'article 41 du CCAG-FCS.

Notamment, en cas d'absence de réponse aux demandes de devis formulées par l'acheteur, au-delà de cinq (5) constats d'absence de réponse, le marché pourra être résilié aux torts du titulaire.

ARTICLE 15 – EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

En cas de difficultés répétées relatives notamment relatives au non-respect des modalités générales d'exécution du présent marché, il sera fait application de l'article 45 du CCAG-FCS relatif à l'exécution des prestations par un tiers aux frais et risques du titulaire.

ARTICLE 16 – PROCEDURES DE RECOURS

Conformément à l'article 46.1 du CCAG-FCS, l'acheteur et le titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché ou à l'exécution des prestations objet du marché.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué à l'acheteur dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

L'acheteur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation. En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Instance de règlement amiable des litiges :

Comité Consultatif de Règlement Amiable des litiges (CCRA) – Préfecture de Paris
5, rue Leblanc – 75911 - PARIS Cedex 15

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif
12, rue du Citronnier - 97271 SCHOELCHER

Tél : 05 96 71 66 67 - Fax : 05 96 63 10 08
Courriel : greffe.ta-fort-de-france@juradm.fr

Procédures de recours :

- ✓ Référé contractuel conformément aux délais et dispositions de l'article L551.13 et s. Du Code de Justice Administrative.
- ✓ Recours de plein contentieux ouvert aux concurrents évincés, et pouvant être exercé dans les deux mois suivant la date à laquelle la conclusion du contrat est rendue publique.

ARTICLE 17 – DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Les dérogations du présent CCP au CCAG-FCS sont listées ci-dessous :

Articles du CCP	Dérogations au CCAG-FCS
2	4.1
11	14.1.1, 14.1.2, 14.1.3
12.3	30.3
12.4	33
14	42

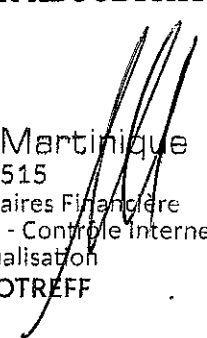
ARTICLE 18 – ANNEXES AU CCP

Les annexes au présent CCP sont listées ci-dessous :

- **Annexe n°1** : Liste des établissements parties du GHT de Martinique
- **Annexe n°2** : Logigramme – Modalités de passation des commandes
- **Annexe n°3** : Dématérialisation de la facturation

Fort de France, le 21 JUIL. 2025

LE REPRESENTANT DU POUVOIR ADJUDICATEUR,


CHU de Martinique
UF 3515
Directeur des Affaires Financière
Contrôle de gestion - Contrôle Interne
Contractualisation
Gaël MOTREFF